

Les armes biologiques Covid-19 et le Defense Production Act de 1950

Source

<https://bailiwicknews.substack.com/p/covid-19-bioweapons-and-the-defense>

[Katherine Watt](#)

Jan 13

Commentaire d'un lecteur :

Karen Kingston vient de publier un autre article sur le contrat et ça devient bizarre parce qu'on a l'impression de parler de deux choses complètement différentes.

Ma réponse, élargie :

Je pense que la divergence réside dans la différence entre une société pharmaceutique fonctionnant comme une entreprise commerciale privée et une société pharmaceutique qui a été intégrée au complexe de sécurité nationale du gouvernement en invoquant le Defense Production Act de 1950, PL 81-774, 64 Stat. 798.

22 nov. 2021 - Financement national des vaccins COVID-19 : An Overview, Congressional Research Service

Recherche et développement, fabrication et achat

La recherche, le développement, la fabrication et l'achat du vaccin COVID-19 ont été largement soutenus par une collaboration entre plusieurs agences fédérales, dont les National Institutes of Health (NIH) et la Biomedical Advanced Research and Development Authority (BARDA) du HHS, et le DOD - anciennement Operation Warp Speed (OWS) et maintenant le Countermeasures Acceleration Group (CAG).

Six vaccins ont été choisis pour bénéficier d'un soutien fédéral coordonné dans le cadre de l'OWS. Une partie de la R&D sur les vaccins a été soutenue par les NIH, la BARDA et le DOD séparément des efforts de l'OWS/CAG.

NIH et DOD : Les crédits supplémentaires des années 20 et 21 destinés aux NIH et au DOD pour la R&D liée au COVID-19 peuvent financer la R&D sur les vaccins. Dans les lois de crédits supplémentaires des exercices 2020 et 2021, les NIH ont reçu plus de 1,5 milliard de dollars, disponibles jusqu'au 30 septembre 2024, largement destinés à la recherche sur le COVID-19.

La loi CARES (P.L. 116- 136) a fourni au DOD 415 millions de dollars pour la R&D médicale sur le COVID-19 dans le compte du programme de santé de la défense avec une certaine flexibilité pour réaffecter d'autres fonds à la R&D.

BARDA et autres R&D, fabrication et achat :

Dans les lois de crédits supplémentaires des exercices 2020 et 2021, plus de 50 milliards de dollars de financement du Fonds d'urgence pour la santé publique et les services sociaux (PHSSEF), disponibles jusqu'au 30 septembre 2024, sont désignés pour un large éventail de

contre-mesures médicales et de capacités de pointe, y compris pour le développement, la fabrication et l'achat de vaccins et de fournitures connexes.

Le compte PHSSEF finance la BARDA, la principale entité qui a accordé d'importants accords de financement aux sociétés pharmaceutiques pour le développement, la fabrication et l'achat de vaccins.

Pas moins de 23,2 milliards de dollars sont réservés à la BARDA dans les crédits supplémentaires de l'exercice 2020 et 2021 et peuvent être utilisés pour les efforts liés aux vaccins.

[La loi sur le plan de sauvetage américain (American Rescue Plan Act, PL 117-2) prévoit en outre deux crédits obligatoires pertinents :

(1) dans la section 2303, 6,05 milliards de dollars, disponibles jusqu'à ce qu'ils soient dépensés, au HHS pour la R&D, la fabrication, la production et l'achat de vaccins et d'autres produits médicaux - disponibles pour le COVID-19, le SRAS-CoV-2 ou ses variantes, et toute maladie ayant le potentiel de créer une pandémie ; et

(2) dans la section 3101, 10 milliards de dollars, disponibles jusqu'au 30 septembre 2025, pour les activités relevant de la loi sur la production de défense (DPA) pour l'achat, la production et la distribution de fournitures médicales, y compris les vaccins et les fournitures connexes, entre autres. Ces deux crédits ARPA ont été affectés à des comptes HHS - le premier à PHSSEF et le second à un nouveau compte HHSDPA [Health and Human Services Defense Production Act].

Pour plus d'informations sur la HHSDPA, voir le 27 mars 2020 Executive Order 13911, Delegating Additional Authority Under the Defense Production Act With Respect to Health and Medical Resources To Respond to the Spread of COVID-19, et le 30 juin 2022 PowerPoint du Department of Commerce Bureau of Industry and Security :

DPA Use for COVID-19 Response: Spring-Summer 2020

- Initial use was directed by Executive Orders
 - Priority ratings were applied to USG contracts to procure ventilators and personal protective equipment (PPE)
- EO 13911, issued March 2020, conditionally granted DHS equivalent DPA authorities for "health resources" for COVID-19 response efforts.
 - In April 2021, a MOU was signed by HHS and FEMA to coordinate and centralize use of all DPA authorities.
 - This MOU designated FEMA as the lead federal agency to determine when and how to utilize DPA authorities.
 - From April through September 2020, HHS and other Departments and Agencies submitted priority rating requests for health and medical resources through the FEMA DPA office to the FEMA Administrator.

HHS Use of DPA for COVID-19 Response: Summer 2020

- In June 2020, HHS/ASPR created the Defense Production Act – Emergency Response Authorities (DPA-ERA) Office
 - This Office leads and centralizes all HHS DPA-related activities for the Department
 - Since MOU with FEMA expired in September 2020, the DPA-ERA Office has led and managed COVID (and non-COVID) DPA activities
- HHS/ASPRs DPA-ERA Office:
 - Established process for reviewing requests for priority rating authorization
 - Served as subject matter experts for advising on DPA and priority rating action
 - Established templates and process for routing and coordinating requests for Secretary review and approval
- Summer and fall 2020, priority ratings were primarily applied to USG contracts developing COVID-19 vaccines, therapeutics, and diagnostics.

ASPR

Unclassified

5

Les sociétés pharmaceutiques se sont essentiellement transformées en une branche du gouvernement fédéral, dont les agents se sont vu accorder des immunités souveraines et ont été placés hors des procédures judiciaires ordinaires, à l'exception des poursuites pour trahison, sédition et bioterrorisme.

Je pense que l'approche de Kingston en matière de responsabilité civile est très précieuse pour attirer l'attention du public sur ce processus de fusion ou d'absorption entre le gouvernement et les sociétés, de la même manière que l'affaire du False Claims Act de Brook Jackson offre la possibilité de le voir en action, par le biais (jusqu'à présent) des arguments de Pfizer le 22 avril 2022 aux pages 8, 11-13 et 25-26, et de l'approbation de cet argument juridique par le gouvernement américain le 4 octobre 2022 aux pages 6-8.

Depuis le rapport CRS de novembre 2021 cité ci-dessus, le Congrès a alloué en mars 2022 des milliards de dollars supplémentaires aux programmes de destruction des produits pharmaceutiques et militaires, et il vient d'allouer des milliards de dollars supplémentaires dans le Consolidated Appropriations Act de décembre 2022 pour l'exercice 2023 et le NDAA pour l'exercice 2023. J'ai trouvé quelques dispositions pertinentes lors d'une brève recherche par mots-clés il y a quelques jours, mais je n'ai pas encore fait un examen détaillé de ces deux actes du Congrès.

UPDATE : Corey's Digs a publié une analyse complète des deux lois. Financement de la grille de contrôle Partie 1 : le cadre biomédical

- 2022/12/23 - NDAA pour l'année fiscale 2023. PL 117-263. Section 5955 : Loi de 2022 sur la sécurité sanitaire mondiale et la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies internationales. Autorise, élargit et finance une structure militaro-sanitaire mondialisée reliant l'armée américaine à un appareil de génocide mondial fonctionnant dans le cadre de l'OMS.
- 2022/12/29 - Loi de crédits consolidés pour l'exercice 2023. PL 117-328. De nombreuses dispositions d'autorisation et de financement de la santé publique et de la loi martiale au niveau fédéral et des États sont incluses. H.R. 2617-419 : "Fonds d'urgence pour la santé publique et les services sociaux. Pour les dépenses nécessaires

au soutien des activités liées à la lutte contre les menaces potentielles biologiques, nucléaires, radiologiques, chimiques et de cybersécurité pour les populations civiles, et pour d'autres urgences de santé publique, 1 647 569 000 \$, dont 950 000 000 \$... pour les dépenses nécessaires au soutien de la recherche et du développement avancés... de la Biomedical Advanced Research and Development Authority." H. R. 2617-420 - 1 500 000 000 \$ pour ARPA-H : Advanced Research Projects Agency for Health. Section 2235 du H.R. 2617-1297, One Health Framework : "Mécanisme de coordination au niveau fédéral pour renforcer la collaboration dans le domaine de la santé en ce qui concerne la prévention, la détection, le contrôle et la réponse aux maladies zoonotiques et les travaux connexes dans le domaine de la santé dans l'ensemble du gouvernement fédéral".